

Denis Couvet, professeur d'écologie au MNHN

Question-clé transcrite et éditée par Anne Teyssèdre

Quelles politiques agricoles pour le XXI^e siècle ?

<https://vimeo.com/193038480>

Quelles politiques agricoles peut-on recommander pour le XXI^e siècle, de manière à contrôler (limiter) les impacts environnementaux et sociaux qui sont indésirables, et de manière à répondre aux enjeux de l'agriculture du XXI^e siècle ? Eh bien on peut proposer ce qui finalement correspond à l'agroécologie, ce sont des paysages multifonctionnels avec des systèmes agraires diversifiés.

Paysages multifonctionnels, c'est-à-dire des paysages qui assurent non seulement la fonction alimentaire, mais qui assurent aussi la fourniture de services de régulation environnementale, que ce soit la régulation du climat global avec le stockage de carbone par les sols, par les forêts, par différents écosystèmes, ou encore la régulation du climat local et notamment le cycle de l'eau par les haies, par les sols ; ensuite le contrôle biologique, le contrôle de l'érosion des sols ; la qualité de l'air et de l'eau – en effet les écosystèmes notamment agricoles sont très importants dans cette régulation de la qualité de l'eau et de l'air ; ou encore, la pollinisation.

Pourquoi les systèmes agraires diversifiés permettent de mieux assurer la fourniture de l'ensemble de ces services, et bien c'est parce qu'ils permettent le maintien d'une certaine proportion, d'une grande proportion de biodiversité, de diversité biologique, qui va assurer finalement l'ensemble de ces services écosystémiques de régulation environnementale, ainsi que les services de production alimentaire.

Cette agroécologie, qui demande à mieux gérer la complexité de la biodiversité, et bien elle est très demandeuse en travail. Donc la conséquence sociale très importante, c'est qu'elle devrait conduire à une diminution de la productivité des agriculteurs. Diminution de productivité des agriculteurs qui évidemment n'est pas sans poser un problème économique. Parce que cela veut dire que, dans ce cas là, les agriculteurs doivent être rémunérés pour d'autres services que simplement la production agricole. Ce qui veut dire par exemple assurer des paiements pour services écosystémiques, qui doivent dans ce cas là assurer une proportion très significative du revenu des agriculteurs.

Si cette diminution de la productivité des agriculteurs est un problème économique, ou en tout cas dans le système économique tel qu'il fonctionne actuellement, par contre, cela peut être une solution très intéressante sur le plan social et politique. Pourquoi ? Parce que, actuellement, on a plus d'un milliard d'agriculteurs dans le monde, que le devenir de ces agriculteurs reste problématique, et qu'une augmentation de la productivité des agriculteurs aura un effet dramatique, finalement, sur ce nombre d'agriculteurs. Donc, cette fourniture de services écosystémiques par des paysages multifonctionnels et des systèmes agraires

diversifiés est à même de mieux assurer le maintien des agriculteurs, voire de créer des emplois d'agriculteurs dans les pays de l'OCDE où ces emplois ont quasiment disparu.

La diminution de productivité des agriculteurs, c'est peut-être une solution sociale et politique intéressante pour les pays pauvres, notamment l'Afrique et l'Asie où il y a plus d'un milliard d'agriculteurs actuellement, et dont le devenir social est problématique et pourrait être cause de troubles sociaux si ces agriculteurs sont expulsés de leur terre par les marchés.

Alors il y a une implication dans tout cela. C'est qu'en fait, si effectivement les emplois d'agriculteurs ont quasiment disparu dans les pays de l'OCDE, les emplois liés à l'agriculture, eux, n'ont pas du tout disparu. On peut même calculer qu'il y a à peu près encore 20% des emplois qui sont liés à l'agriculture dans l'OCDE. Simplement, on a remplacé des emplois d'agriculteurs, des emplois qui sont peu qualifiés, par les savoirs universitaires, par des emplois de chercheurs, de gestionnaires du risque. Le cas des OGM est assez caractéristique puisque les deux grands types d'OGM qui actuellement sont distribués dans le monde, que ce soit les plantes résistantes au glyphosate (herbicide généraliste) ou encore les plantes productrices de BT (insecticide) ont la vertu économique finalement d'économiser du travail agricole. Donc ce sont des OGM qui permettent d'augmenter la productivité des agriculteurs, donc de diminuer le nombre d'agriculteurs ; par contre ces OGM demandent plus de biologistes moléculaires à même d'assurer les manipulations génétiques de manière à produire ces OGM, et aussi des gestionnaires du risque, qui vont gérer les risques environnementaux liés à la distribution de ces OGM.

Donc quelque part derrière ces paysages multifonctionnels et ces systèmes agraires diversifiés, on en revient finalement à stimuler un type d'emplois, les emplois d'agriculteurs, qui sont peu qualifiés par les savoirs universitaires. Ce qui veut dire que finalement on requalifie des savoirs vernaculaires, des savoirs pratiques, par rapport à des savoirs universitaires. Donc là, il y a effectivement une inflexion qui peut être majeure dans le devenir des sociétés humaines, qui est de considérer que, et bien, il n'y a pas que les savoirs universitaires qui sont créateurs d'emplois, et qu'il s'agit à partir de là de requalifier, relégitimer les autres savoirs et leur capacité finalement à fournir de nouveaux emplois.

Une des réponses peut être d'avoir une agriculture duale, c'est-à-dire une grande agriculture, avec de grandes exploitations et une très grande productivité du travail agricole, et puis des petites exploitations. C'est un peu le modèle proposé par le Brésil : nous avons là un ministère de la petite agriculture et un ministère de la grande agriculture. Il reste à savoir dans quelle mesure ces deux filières sont viables, dans quelle mesure l'une n'a pas beaucoup plus d'externalités que l'autre, et surtout, une des questions qui se pose, c'est l'équilibre entre ces deux types d'agricultures. Sachant que, les sciences politiques le savent bien, les coalitions avec un petit nombre d'acteurs sont toujours plus puissantes et beaucoup plus efficaces que les coalitions avec un grand nombre d'acteurs. Donc de ce point de vue là, la grande agriculture sera toujours beaucoup plus efficace dans l'influence des politiques agricoles que la petite agriculture. A partir de là, on peut s'interroger sur l'équilibre qui peut exister entre ces deux types d'agriculture.